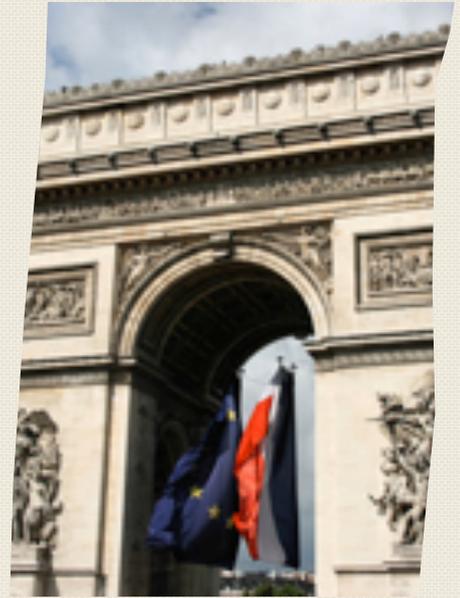


LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 29 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Pas encore à l'Élysée...
- 2) ...mais sa revanche est en marche...
- 3) Il suicide le PS...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Présidentielle : pourquoi François Fillon est loin d'avoir gagné





Sylvain Courage
Journaliste

Vainqueur à plus de 66% de la primaire de la droite et du centre, l'ancien premier ministre doit désormais convaincre le pays de la justesse de sa révolution conservatrice et libérale...

"Fillon président ! Fillon président", ont clamé, dimanche soir les soutiens du vainqueur. La main sur le cœur, le héros de la primaire de la droite et du centre, avait la pêche, comme dirait Alain Juppé son adversaire atomisé.

"J'ai senti cette vague qui a brisé tous les scénarios écrits d'avance", a-t-il lancé.

Après une quinzaine irrésistible, le voilà installé à la tête de l'armée LR à laquelle aucun lieutenant ne devrait manquer tant la victoire fut nette et sans bavures. Même Alain Juppé l'a assuré, du bout des lèvres, de son soutien avant de se retirer sur ses terres bordelaises...

Est-ce à dire que l'ancien Premier ministre a déjà en main les clés de l'Élysée ? Rien n'est moins sûr. Souvenez-vous : on promettait à Alain Juppé une promenade de santé lors de la primaire et une élection dans un fauteuil au printemps 2017. Résultat : le maire de Bordeaux a été balayé en quatre débats par un Fillon que personne n'avait vu venir.

La démocratie médiatique est pleine de chausse-trappes. Et c'est désormais à l'ancien numéro 2 de Sarkozy de tenir le rôle ingrat de favori. Pilote émérite, Fillon sait bien qu'il ne suffit pas de faire la course en tête pour l'emporter sur la ligne d'arrivée. Flaque d'huile, casse mécanique, météo capricieuse... Un rien peut faire sortir un as du volant de sa trajectoire.

Rassembler au-delà de son camp

Le danger pour Fillon serait de se reposer sur ses lauriers. Ou de s'illusionner, comme Juppé, sur la suite de la course. Certes, la gauche est en vrac et accuse déjà un tour de retard. L'Élysée et Matignon se disputent la candidature dans un mano-a-mano suicidaire pendant que Macron et Mélenchon font cavaliers seuls... Mais cela ne signifie pas que l'électorat de gauche ait disparu. Même réduit à 35% de l'opinion, le peuple de

gauche pèsera dans la campagne et dans les urnes.

Plébiscité par le peuple de droite, François Fillon devra aussi compter avec le Front National qui rassemble, scrutin après scrutin, 25 à 30% des votes. Et quid des centristes qui ont soutenu Alain Juppé dans la primaire ?

Pour transformer l'essai, Fillon doit parvenir à rassembler au-delà de son camp. Et c'est là son plus rude défi. Théoricien d'une révolution libérale et conservatrice, François Fillon promet de "convaincre tout un pays" d'adopter des "changements inédits". Comme Margaret Thatcher, à l'orée des années 80, l'ancien gaulliste social rêve de solder l'Etat-providence de l'après-guerre et le relativisme baba cool de l'après-68. "Il va falloir repartir de l'avant comme nous ne l'avons jamais fait depuis 30 ans", prophétise le très cocardier Fillon qui prétend relever le "défi de la vérité. Et celui d'un changement complet de logiciel ».

Convaincre sur son programme : rude défi !

Mais comment convaincre les millions de Français en galère de renoncer à un "modèle social" qui apparaît comme le dernier rempart face à la dureté des marchés ? Tous les concurrents de Fillon vont s'employer à dénoncer les dangers de ce qui sera présenté comme le stade ultime du libéralisme. La route pourrait paraître bien longue, muni de cet embarrassant viatique, jusqu'au 7 mai 2017...

Fillon tiendra-t-il son cap de réformateur radical ? En vérité, le candidat victorieux de la primaire donne déjà des signes de mollissement et de recentrage. Pour atténuer la sidération que provoque son projet de consacrer l'Assurance maladie à la seule couverture des "risques majeurs" et de laisser aux mutuelles le soin de prendre en charge la "bobologie", il a annoncé la création d'un "bouclier social" qui ressemble à une première concession à la chienlit socialisante...

LAPRESSEENREVUE.EU

Aux yeux de Fillon, le reflux de l'Etat protecteur est compensé par l'exaltation de la solidarité familiale. "Il n'y a pas de société. Il y a seulement des hommes, des femmes et des familles", a déclaré Margaret Thatcher en 1987. Avec trente ans de retard, François Fillon espère convertir une majorité de mangeurs de fromages à ce retour aux valeurs traditionnelles. C'est là sans doute son plus rude défi. Au pays de Voltaire et Rousseau – dont il déplore la prétendue disparition des livres de classe ! - sa contre-révolution catho-conservatrice prend à rebours trois siècles de Lumières...

Sylvain Courage Journaliste



tempsreel.nouvelobs.com

II) François Fillon, la revanche du besogneux

Par Lucie Delaporte et Ellen Salvi



L'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy sort vainqueur de la primaire de la droite et du centre. Pendant des années, il a travaillé ses ambitions personnelles dans l'ombre des autres, puis a réussi à faire oublier sa responsabilité dans l'échec de 2007-2012.

Fin août 2014. L'UMP est encore groggy. Le parti de la rue de Vaugirard vient de traverser l'une des plus grandes crises de son histoire, désormais connue de tous sous le nom de "Bygmalion". L'affaire, qui a éclaté quelques mois plus tôt, n'a pas seulement entraîné la

démission de Jean-François Copé. Elle a aussi ravivé les multiples tensions qui divisent les ténors de la droite depuis la défaite de 2012. À Rouez-en-Champagne (Sarthe), devant un parterre de parlementaires, François Fillon redouble d'efforts pour montrer qu'il demeure plus que jamais dans la course de la primaire pour la présidentielle de 2017.

Alain Juppé vient de déclarer sa candidature. Nicolas Sarkozy n'a pas encore officialisé son retour en politique. Les soutiens de l'ancien premier ministre sont au rendez-vous, ils jouent le jeu, mais ne cachent pas le peu d'espoir qu'ils placent en son avenir. Tous vantent le projet du député de Paris, louent son caractère besogneux et regrettent son invisibilité. « Il faut qu'il s'affirme plus fort, insiste à l'époque Pierre Lellouche auprès de Mediapart. La droite française veut un chef qui s'affirme comme tel, alors que lui a plutôt tendance à fuir la presse qu'à la courtiser. » La fenêtre de tir est étroite pour l'enfant du Mans, mais qu'importe : il y croit.

Plus de deux ans ont passé. Des mois de campagne, de trahisons et de surprises. L'UMP est devenue LR. Nicolas Sarkozy a été balayé. Alain Juppé a perdu. Et contre toute attente, François Fillon, 62 ans, sort grand vainqueur de la primaire de la droite et du centre, avec plus de 68 % des voix selon les résultats des 3 000 premiers bureaux. Il est aujourd'hui officiellement candidat à l'élection présidentielle. Lui, l'éternel numéro 2, le « collaborateur » de l'ombre, le roi des départs manqués, tient enfin sa revanche. Il est le nouvel homme fort de la droite, celui qui en assume l'orthodoxie et la radicalité. Retour sur le parcours d'un véritable « professionnel de la politique ».

D'élection en élection, de la Sarthe à Matignon

François Fillon a d'abord construit son implantation électorale tel un seigneur féodal à l'ambition calculée, d'abord maître chez lui avant de conquérir Paris. De 1981 à 2007, à l'ombre de ses diverses fonctions ministérielles, l'ancien premier ministre n'a jamais cessé de labourer le sillon d'un territoire qu'il a peu à peu incarné. Fidèle à l'héritage politique local de Joël Le Theule, figure du gaullisme social, il a patiemment accumulé les mandats jusqu'à devenir incontournable.

À la mort de son mentor, dont il fut l'assistant parlementaire, il reprend un à un les mandats qu'il occupait et entreprend de se constituer son propre fief. Il est élu en 1981 député de la Sarthe à

seulement 27 ans, puis cumule tous les mandats locaux. Pour asseoir son pouvoir dans le département, il se lance en 1992 dans une primaire interne au sein du groupe RPR-UDF pour la présidence du conseil général, qu'on dit perdue d'avance.

« C'est son premier grand coup politique, racontait en 2011 à Mediapart Jean-Paul Couasnon, ancien directeur de l'agence de développement du Mans et mémoire politique de la Sarthe. Il n'a alors que 38 ans mais s'impose comme un grand manœuvrier : il retourne deux élus pour qui il a mouillé la chemise dans des cantons de gauche, et parvient à en "neutraliser" un troisième en lui promettant une place de vice-président au conseil régional alors tenu par Olivier Guichard. » Résultat : par 16 voix contre 15, François Fillon l'emporte.

S'il est de plus en plus pris par Paris, Fillon tient à garder la haute main sur son fief, ne rechignant pas à se présenter lui-même devant les électeurs, et tant pis si ce sont les suppléants qui siègent dans la foulée. Pour contourner la loi sur le cumul des mandats, il n'hésite pas à se "délocaliser" à la mairie de Solesmes, petite commune voisine (moins de 3 500 habitants, donc pas concernée par cette loi) pour se faire élire à la présidence de la communauté de communes.

« La maîtrise du paramètre temporel est un élément primordial pour comprendre la construction politique selon Fillon, expliquait à l'époque son suppléant, Marc Joulaud. Il sait à la fois attendre et accélérer au moment opportun. Comme un félin, qui penserait toujours à l'objectif d'après. » Son accession à la présidence du conseil régional des Pays de la Loire, en 1998, relève de la même stratégie. Patiente et déterminée. En concurrence avec l'ancien ministre des affaires étrangères Hervé de Charette, il parvient à se faire adouber par Olivier Guichard, gaulliste historique et inaltérable président de région depuis 1974. « Au dernier moment, six mois avant l'élection. François aime les campagnes courtes », selon Joulaud.

François Fillon, maître du temps ? Le chercheur Goulven Boudic approuve : « La façon dont il sait patienter est l'une de ses grandes forces. Pour ces régionales comme pour la mairie de Sablé après la mort de Le Theule. Il parvient à se placer non pas dans la concurrence, mais dans la captation d'héritage. Il sait rester un numéro 2 le temps qu'il faut et se contente très bien d'une position de "meilleur allié", afin d'en profiter ensuite. »

À Paris, il rencontre sur les bancs de l'Assemblée nationale Philippe Séguin, dont il devient le fidèle bras droit, participant à l'aventure des rénovateurs en 1989 puis à celle de Demain la France de Charles Pasqua en 1991. Il mène ensuite campagne contre le traité de Maastricht en 1992.

Au nom de la souveraineté nationale, dit-il. « Séguin lui a beaucoup apporté en termes de rigueur de la pensée, de réflexion sur l'Europe et l'identité française », expliquait en 2009 à Mediapart Jean de Boishue, conseiller politique de François Fillon et compagnon de route depuis 1971.

Autres influences majeures : Édouard Balladur – dont il fut le ministre et qu'il a soutenu en 1995 –, mais aussi Jérôme Monod, conseiller politique de Jacques Chirac, qui lui a permis de se rapprocher de l'ancien président en 2000. Mais après ses passages au ministère des affaires sociales (2002-2004) puis à l'éducation nationale (2004-2005) dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin – passages qui ont largement participé à la maturation de sa doctrine –, François Fillon, abandonné par Chirac dans sa réforme du bac et oublié par Villepin lors de la formation du gouvernement en 2005, rompt pour de bon avec la chiraquie.

« Il a mal vécu cette éviction, il avait beaucoup de prétention – on se souvient de sa réplique "Des années Chirac, on ne retiendra que mes réformes" – et s'est vengé en se vendant corps et âme à Sarkozy », expliquait à l'époque François Baroin, ministre de l'outre-mer puis de l'intérieur du gouvernement Villepin.

« *Ses relations avec Chirac n'ont jamais été bonnes. La légende veut que Chirac avait un autre candidat que lui à la succession de Le Theule dans la Sarthe, rapportait encore Jean de Boishue. En 2004, Fillon comprend que le temps de Chirac est passé, qu'il n'a aucune sortie possible, donc il rejoint Sarkozy.* »

Entre les deux hommes, le courant passe. « Il y avait une connivence de génération et d'envie de réformer, toujours selon le conseiller politique. Fillon est très pompidolien, il est pour une France qui se reconstruit et a trouvé chez Sarkozy cette volonté de faire. » Mais dès leur rapprochement fin 2004, le futur premier ministre prend soin de se démarquer de celui qui n'est encore que président de l'UMP. « Lui c'est Nicolas, moi c'est François », lance-t-il lors d'un discours, le 8 octobre de cette année-là.

À Matignon : cinq années de « collaboration »

L'expérience de Matignon tourne vite à l'humiliation. Dans les esprits, François Fillon reste le « collaborateur » de Nicolas Sarkozy, selon le mot même de l'ex-chef de l'État. Celui dont le jeune porte-parole de l'Élysée, David Martinon, avait dit en juin 2007 qu'il « n'aura pas à faire preuve de beaucoup d'imagination » pour son discours de politique générale, puisqu'il lui suffisait de reprendre le programme de Sarkozy. Celui qui s'est fait piquer la résidence de La Lanterne à Versailles par l'ancien président. Ou encore celui qui se plaint dans les coulisses d'Europe 1 de ne pas avoir de permission de sortie de son chef.

Sa marge de manœuvre politique est nulle et François Fillon apparaît très vite comme le premier ministre qui aura, sans broncher, accepté la destruction de sa fonction. N'importe qui aurait été emporté par une telle épreuve. Pas lui. Le choc de la crise de 2008 renverse la vapeur. Le terne mais laborieux hôte de Matignon devient soudain indispensable. Alors que la popularité de Nicolas Sarkozy s'effrite et que ses frasques bling-bling font le bonheur de la presse people, le premier ministre s'impose comme le seul rempart crédible en cas de faillite sarkozyste.



© Reuters

François Fillon trace sa route en cultivant le populisme et ses valeurs : l'ordre public, la famille, le travail, le terroir, une certaine orthodoxie budgétaire. Proche des patrons – et pas seulement ceux du CAC 40 –, il incarne ce que Sarkozy n'est plus depuis qu'il tutoie les puissants. Assurant les élus de son attention toute girondine, confortant des blessés du sarkozysme, il engrange du capital. « Il est évident qu'avec l'exceptionnelle gravité de la période, le rapport des forces entre eux a changé », expliquait en 2009 l'un de ses conseillers.

Dès lors, le président se montre plus attentionné : il évite les petites phrases assassines et ne

convoque plus les ministres sans prévenir Matignon. L'humilié blafard d'hier, qui traînait une sciatique handicapante à force d'intérioriser le poids de la souffrance, retrouve des couleurs. Et assume tout, du bouclier fiscal au plan de sauvetage des banques, en passant par le refus d'une relance par la consommation. Il prend également soin de ne pas trop s'exposer, laissant les coups pleuvoir sur la personnalité de Nicolas Sarkozy. « Fillon ne sortira pas cabossé de Matignon car il n'a pas servi. Il n'a pas pris de balles ! C'est comme une voiture qui reste au garage », notait à l'époque le député villepiniste de l'Hérault, Jean-Pierre Grand.

S'il reste officiellement « à son poste » sans penser à l'après, François Fillon commence toutefois à tisser sa toile. Il multiplie les réunions informelles à Matignon. Chaque lundi soir, il réunit le secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, Roger Karoutchi, les présidents des deux chambres (Gérard Larcher et Bernard Accoyer, qui lui resteront d'ailleurs fidèles par la suite) et les présidents des groupes de la majorité (Jean-François Copé, François Sauvadet, Michel Mercier et Henri de Raincourt).

Tous les deux mois, il reçoit également une vingtaine de parlementaires proches pour prendre le pouls et obtenir des retours du terrain. « Il est très populaire au Parlement car, pour lui, les collectivités locales sont une partie des Français », explique alors son conseiller politique Jean de Boishue. Mais avant de se lancer dans la course au sommet, ce grand amateur d'alpinisme sait qu'il lui faudra d'abord franchir une étape intermédiaire. Et ce pourrait être Paris.

Le faux plan parisien

Tout avait été minutieusement préparé. Dès 2008, après la défaite de Françoise de Panafieu contre le socialiste Bertrand Delanoë à la mairie de Paris, François Fillon évoque devant ses proches la possibilité de lâcher sa circonscription de la Sarthe pour rejoindre la capitale. Après vingt ans de déconfiture, la droite parisienne se cherche un nouveau champion en vue des municipales de 2014. Et l'ancien premier ministre voit là un tremplin parfait pour 2017.

Trois années de discussions poussives plus tard, il finit par jeter son dévolu sur une circonscription acquise à la droite (qui compte les Ve, VIe et VIIe arrondissements). Un parachutage qui met hors d'elle la maire du VIIe arrondissement, Rachida Dati. Refusant de partager son pré carré, cette dernière court de plateau en plateau de télévision

pour dénoncer le manque de « courage » et les « méthodes scandaleuses » de François Fillon.



© Reuters

À Paris, droite rime souvent avec défaite. Hormis la présidentielle de 2007, tous les scrutins intermédiaires de la capitale depuis 2001 ont placé la gauche en tête. L'ancien premier ministre le sait et il n'aime pas perdre. Son parcours politique prouve d'ailleurs à quel point il s'engage rarement dans des combats trop compliqués. C'est pourquoi, bien qu'élu député de Paris en juin 2012, il fait encore traîner des mois durant sa décision pour les municipales de 2014.

De leur côté, ses soutiens sont pourtant dans les starting-blocks. Ils s'activent pour mobiliser les relais, préparer le terrain, communiquer sur la candidature de celui qu'ils imaginent déjà comme le nouvel homme fort de la droite parisienne. Mais en février 2012, tout s'effondre. Dans un entretien accordé au Monde, François Fillon renonce à briguer la mairie et apporte son soutien à Nathalie Kosciusko-Morizet, « une femme innovante, qui a la volonté d'apporter des réponses aux questions qui se posent à Paris ».

« Le défi d'un nouveau projet pour Paris doit être porté par un homme ou une femme qui s'y consacre vraiment, qui a l'intention d'y investir toute son énergie et pendant longtemps, explique-t-il. Je ne veux plus que l'on fasse de la politique comme par le passé, qu'on se serve des élections locales comme d'un marchepied pour les élections nationales. » Avant de conclure : « Ayant choisi – après mûre réflexion – de préparer les échéances de 2017, je ne serai pas candidat à un autre mandat, quel qu'il soit. »

Ceux qui ont d'ores et déjà commencé à planifier la campagne de l'ancien premier ministre sont écœurés. Nathalie Kosciusko-Morizet trépigne d'impatience, mais elle n'est clairement pas préparée pour mener un tel combat. Rudoyée par

les barons locaux de l'UMP, faisant face à de nombreuses dissidences, l'ancienne ministre sera finalement battue par Anne Hidalgo au soir du 30 mars 2014. En un sens, elle peut remercier François Fillon d'avoir fait lanterner tout le monde en ne pensant qu'à ses ambitions personnelles.

Crise à l'UMP : le « mauvais joueur » de 2012

Novembre 2012 : c'est le drame. Quelques mois plus tôt, François Fillon a officialisé sur Twitter sa candidature à la présidence de l'UMP. « Mon devoir est de rassembler toutes les familles de la droite et du centre », écrit celui qui est donné favori de l'élection face à Jean-François Copé, à l'époque secrétaire général du parti. Les quelque 350 000 adhérents que compte alors la formation politique sont appelés à choisir entre le « pacte pour la France » de l'ancien premier ministre et le « manifeste pour une droite décomplexée » du député et maire de Meaux.

Le député de Paris fait la course en tête dans les sondages. Fort du soutien des sympathisants et de la plupart des ténors de la droite, il est convaincu de sa victoire. Mais au soir du 18 novembre, rien ne se passe comme prévu. Vers 23 h 50, François Fillon revendique sa victoire alors que son rival vient tout juste de proclamer la sienne. « Je ne laisserai pas voler la victoire aux militants, affirme-t-il face aux caméras. Ce qui est en jeu, c'est l'honneur de notre famille politique. [...] Je veux vous le dire, je ne lâcherai rien. »



© Reuters

Les fillonistes dénoncent de nombreuses « anomalies » dans le déroulement du scrutin décentralisé. « On est très frappés par le nombre de procurations dans certaines fédés... » lâche le député de Paris Bernard Debré, bientôt rejoint par son collègue du Val-d'Oise, Jérôme Chartier, qui explique avoir « observé des irrégularités dans plusieurs départements ». Les jours suivants, alors

que la Commission d'organisation et de contrôle des opérations électorales (COCOE) s'arrache les cheveux, les deux équipes s'accusent mutuellement de triche, le directeur de campagne de Jean-François Copé, Jérôme Lavrilleux, allant même jusqu'à brandir des procès-verbaux faisant état de fraude dans les Alpes-Maritimes.

Après 24 heures de vérifications, la COCOE finit par déclarer le député et maire de Meaux vainqueur de l'élection. Une décision confirmée une semaine plus tard par la Commission nationale des recours (CONARE), saisie par les deux camps. Mais l'ancien premier ministre ne l'entend pas de cette oreille. Le 27 novembre, il crée le Rassemblement-UMP (plus connu sous le nom de R-UMP), un groupe parlementaire dissident qui compte dans ses rangs quelque 70 élus. Il sera finalement dissous en janvier 2013, au terme d'un accord entre les deux rivaux.

Les deux hommes sont sortis essorés de cette crise que les militants UMP ne leur ont jamais vraiment pardonnée. Longtemps après, ils étaient encore qualifiés de « tricheur » pour l'un et de « mauvais joueur » pour l'autre. Au terme de semaines de maelström politico-médiatique, François Fillon a fini par céder la présidence du parti, mais il a obtenu bien plus : de nouveaux statuts, dans lesquels serait gravée l'organisation d'une primaire pour désigner le candidat de la droite à la présidentielle de 2017.

« La mise en place de ces nouveaux statuts replace la démocratie militante au cœur de toutes les décisions stratégiques pour l'avenir de notre parti et l'avenir de notre pays. J'espère qu'ainsi jamais plus les adhérents et les Français n'auront à douter du fonctionnement démocratique de l'UMP », écrivait le député de Paris dans un communiqué, publié en mai 2013, déjà convaincu qu'il sortirait grand gagnant de cet exercice nouveau pour la droite. Et que d'ici trois ans, il tiendrait enfin sa revanche.

Affaires : Monsieur Propre à la manœuvre

François Fillon n'aura finalement pas eu à attendre la primaire de la droite et du centre pour se venger. Au printemps 2014, éclate l'affaire Bygmalion, d'abord présentée comme celle de Jean-François Copé – on comprendra plus tard qu'elle concerne en réalité les comptes de campagne de Nicolas Sarkozy. Accusé d'avoir détourné l'argent de l'UMP, le député et maire de Meaux est accablé de toutes parts. En juin de la même année, au terme d'un bureau politique à couteaux tirés, il est purement et simplement

débarqué de la présidence du parti.

Regrettant que l'« honneur » de l'UMP soit mis « en cause », l'ancien premier ministre saute sur l'occasion pour achever son rival de toujours. « Nous t'avons écouté avec attention, Jean-François, mais comment avoir confiance ? affirme-t-il devant tous les ténors de la droite. Qui est responsable de cet incroyable gâchis, où est la vérité ? [...] Nous n'avons que quelques semaines pour sauver l'UMP du désastre. » En attendant l'élection d'un nouveau président, qui signera le retour de Nicolas Sarkozy en novembre 2014, Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et lui-même sont désignés pour assurer une direction collégiale.



© Reuters

Pendant des mois, les trois hommes s'activent pour organiser la tenue d'un congrès et redresser les finances d'un parti exsangue, dont les dettes bancaires s'élèvent à 76,2 millions d'euros au 31 décembre 2013. Fort de son nouveau statut, François Fillon souffre toutefois de rumeurs persistantes, qui le désignent comme l'auteur des nombreuses fuites distillées dans la presse au plus fort de la crise Bygmalion. Frais de bouche, salaires mirobolants, voyages... Sous la présidence Copé, les ténors de la droite ont vécu au-dessus des moyens du parti. Et l'ancien premier ministre a bien l'intention de le faire savoir.

L'ennemi de toujours évincé, il reste toutefois un autre problème à régler : le retour de Nicolas Sarkozy. En novembre 2014, soit quelques jours avant l'élection pour la présidence de l'UMP, deux journalistes du Monde révèlent que François Fillon aurait demandé au secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, de tout faire pour hâter le cours des enquêtes judiciaires visant l'ex-chef de l'État. « Tapez vite, tapez vite ! Jean-Pierre, tu as bien conscience que si vous ne tapez pas vite, vous allez le laisser revenir. Alors agissez ! » aurait imploré le député de Paris lors

d'un déjeuner le 24 juin, accusant l'ancien président d'« abus de bien social » et « de faute personnelle ».

L'affaire des pénalités financières est lancée. Elle repose sur une note juridique de l'avocat François Sureau, un proche de Fillon, visant à démontrer qu'en prenant en charge l'amende de 363 615 euros infligée à l'ex-chef de l'État par le Conseil constitutionnel pour le dépassement de son compte de campagne, les mandataires de l'UMP « ont pu commettre un abus de confiance ». Placé sous le statut de témoin assisté en avril 2015, Nicolas Sarkozy bénéficiera finalement d'un non-lieu général prononcé par les juges en septembre de la même année.

L'épisode a fait monter d'un cran supplémentaire la haine que l'ancien président voue à celui qu'il qualifiait de « collaborateur ». « Fillon, je le veux à terre et sans oxygène, aurait-il lâché à son retour du pôle financier. L'histoire dans l'histoire, c'est bien Fillon. C'est lui qui a tenté, via son avocat Sureau, de me faire mettre en examen. Et d'accélérer la procédure judiciaire par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Élysée. » Niant être à la manœuvre, le député de Paris est allé jusqu'au tribunal pour « défendre [son] honneur ».

Le 28 mai 2015, il s'est ainsi retrouvé devant la 17e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, après avoir intenté une procédure en diffamation contre Jean-Pierre Jouyet et les deux journalistes du Monde. « Mon nom n'a jamais été mêlé à aucune affaire judiciaire. Je n'ai jamais [...] fait pression, tenté de faire pression, envisagé même de faire pression sur le système judiciaire », expliquait ce jour-là celui qui n'a pas cessé, durant la campagne de la primaire, d'endosser le costume du Monsieur Propre face à un Nicolas Sarkozy doublement mis en examen et un Alain Juppé condamné dans l'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris.

Contrairement à ce qu'il a asséné à plusieurs reprises, l'ancien premier ministre n'a finalement jamais obtenu gain de cause dans cette affaire. Non seulement le secrétaire général de l'Élysée et nos deux confrères ont été relaxés, mais en plus, cet épisode a radicalisé davantage encore le fameux noyau dur sarkozyste, qui a toujours cru en la petite musique du complot politique et de l'acharnement judiciaire. Mais heureusement pour François Fillon, ce noyau dur a été écrasé au premier tour de la primaire par la mobilisation d'un électorat qui, comme lui, ne pouvait imaginer « le général de Gaulle mis en examen ».

François Fillon a voulu la primaire de la droite et du centre. Il l'a imposée pour mieux s'y imposer. Convaincu de l'existence d'un antisarkozysme de droite, l'ancien premier ministre a toujours cru en ses chances de l'emporter auprès de cet électorat. Des mois durant, il a construit un projet radical, d'abord au travers de son club de réflexion politique Force républicaine, animé par son directeur de campagne Patrick Stefanini, puis à l'aide de nombreux parlementaires, dont le député du Loiret Serge Grouard qui a chapeauté l'élaboration de son programme.



© Reuters

« Il y a trois ans, quand j'ai commencé ma campagne, j'étais seul, a-t-il expliqué lors du débat de l'entre-deux-tours, le 24 novembre. J'ai rencontré des milliers de Français, qui m'ont confié leur espoir, c'est avec eux que j'ai bâti ce projet [...]. Il y a trois ans j'étais seul et aujourd'hui nous sommes des millions, et je sens cette vague qui se lève. » En se présentant ainsi, l'ancien premier ministre a quelque peu réécrit l'histoire de sa campagne. Car sa solitude a été pour le moins relative. Des sept prétendants à la primaire, il est celui qui a obtenu très tôt le soutien d'une majorité de parlementaires, pour beaucoup issus du R-UMP.

À leurs côtés, il s'est souvent présenté comme le « candidat des idées ». Le seul à avoir un projet à la hauteur de la crise actuelle. Face à un Alain Juppé faisant la course en tête dans les sondages, l'ancien premier ministre a tracé son sillon dans l'ombre d'un duel trop rapidement annoncé entre le maire de Bordeaux et Nicolas Sarkozy. Pendant que l'ex-chef de l'État multipliait les outrances sur les « Gaulois » ou la « double ration de frites », lui s'adressait directement à cet électorat de la droite profonde, lassé des excès du sarkozysme et jugeant Juppé trop modéré.

Le ralliement mi-septembre de Sens commun, émanation politique de La Manif pour tous, joue

un rôle décisif dans la mobilisation de terrain. « Nous avons la chance d'avoir un important maillage territorial », reconnaît sa porte-parole, Madeleine de Jessey, dont le mouvement revendique 130 responsables de ville et de département chargés d'animer les réseaux locaux. « La moyenne d'âge de nos militants est de 44 ans. Ce sont de jeunes actifs, très mobilisés, qui savent très bien utiliser les réseaux sociaux », ajoute-t-elle.

De fait, Sens commun mène une campagne acharnée sur la Toile, mais aussi sur le terrain un peu partout en France, y compris dans les communes qui en 2013 étaient montées par cars entiers vers la capitale pour protester contre la loi Taubira. On découvre alors un François Fillon ultracatholique, allant jusqu'à raconter dans son livre Faire (Éd. Albin Michel) ses années passées chez les jésuites, puis les scouts, où il a « connu les dortoirs glacés où l'on se réveillait aux aurores en proclamant Deo gratias et les réfectoires où chaque repas commençait par le benedicite ». L'ouvrage s'est écoulé à plus de 95 000 exemplaires, selon son éditeur.

De l'aveu de son entourage, ce sont surtout les prestations télévisées de François Fillon qui ont, dans la dernière ligne droite, fait la différence. « Cela a commencé à frémir après le premier débat télévisé, assure Jérôme Chartier. Il y avait plus de monde dans les salles, plus de ferveur aussi. » Malgré de mauvais sondages, les fillonistes commencent à rêver au second tour. « Franchement je n'aurais pas dit ça il y a six mois », reconnaissait le député du Val-d'Oise, à dix jours du premier tour.

Au cours des dernières semaines de campagne, l'ancien premier ministre a également accepté de se prêter à un jeu médiatique qu'il méprise en règle générale. « L'émission de Karine Le Marchand ["Ambition intime" – ndlr], je peux vous dire qu'il y est allé avec une baïonnette dans le dos », rapporte le député Serge Grouard.

En meeting, changement de tonalité : il cogne sur cette « caste médiatique » qui continue de se moquer de sa candidature. « Vous êtes sûrs que vous ne vous êtes pas trompés de salle ?

Parce que vous venez soutenir un candidat dont tous les médias vous disent matin, midi et soir qu'il n'a aucune chance », n'hésitait-il pas à lancer à quelques jours du premier tour, sûr de marquer des points face à des salles enthousiasmées par la perspective de « renverser la table ».

En devenant le candidat de la droite pour la présidentielle de 2017, François Fillon n'a pas seulement pris sa revanche sur des années d'humiliation. Il a également réussi l'exploit d'apparaître comme le candidat de l'anti-establishment, celui qui allait parvenir à « casser la baraque » après des années d'immobilisme et de promesses non tenues. Un comble, pour celui qui participe au « système » qu'il dénonce depuis 1981, date de sa première élection dans la Sarthe. Un comble, surtout, pour quelqu'un qui n'a vécu que de ses seules indemnités d'élu, 35 ans durant, sans jamais avoir à trouver ni exercer un vrai travail. Un comble, enfin, pour celui qui fut premier ministre de 2007 à 2012 et porte, à ce titre, la responsabilité des échecs du quinquennat Sarkozy.

François Fillon est aujourd'hui favori pour remplacer François Hollande à l'Élysée. Il lui restera cependant à faire campagne contre Marine Le Pen, dont la formation politique n'a cessé d'enregistrer de meilleurs scores aux élections intermédiaires. Pour s'allier les votes de l'électorat qui oscille entre LR et le FN, l'ancien premier ministre a donné un nombre incalculable de gages à l'extrême droite. Des gages qui lui ont certes permis de remporter la primaire au soir du 27 novembre, mais qui pourraient lui coûter sa victoire en 2017, quand il faudra rassembler l'ensemble des Français.

mediapart.fr

III) Manuel Valls, l'homme qui est train de suicider le PS

L'incroyable bras-de-fer qu'impose Manuel Valls à François Hollande et à tout le Parti socialiste risque de mener le vieux parti de François Mitterrand à la casse électorale en 2017.



La victoire de François Fillon a éclipse le drame socialiste. Un Premier ministre défie le Président de la République comme jamais vu sous la Ve République. AFP

Oui, la gauche peut mourir » disait Manuel Valls qui désormais ne ménage plus ses efforts afin que

s'accomplisse sa prophétie. Le feuilleton du grand remplacement par grand empêchement a rebondi ce week end, en deux temps, conduisant à la situation que l'on sait. Le samedi, avec appel de l'ami Bartolone à la mise en scène d'un duel Président vs Premier ministre à la Primaire de la gauche de gouvernement, et le dimanche, avec entretien dans le JDD, en posture Pompidou lançant l'appel de Rome, « Je me tiens prêt ». Dont acte, Manuel Valls est prêt. Et même prêt à tout. Y compris plonger le Parti socialiste dans un chaos fatal.

La victoire de François Fillon a éclipsé le drame socialiste. Un Premier ministre défie le Président de la République comme jamais vu sous la Ve République. Même Pompidou, puisque l'appel de Rome, signal envoyé aux électeurs de la droite que de Gaulle aurait un successeur, quoi qu'il advienne, fut lancé alors que son auteur n'était plus à Matignon.

Dimanche soir, tandis que François Fillon, porté par les vapeurs d'encens et les genuflexions que l'on doit à celui qui ne peut être que le prochain souverain aux yeux de son camp, évoquait les « valeurs de la France », la rumeur d'un départ imminent de Valls courait Paris et les réseaux sociaux. Fumée sans feu? Oui et non, puisque des amis du président rapportait ici ou là que dans l'avion qui le ramenait d'un voyage à Madagascar, ce dernier aurait qualifié le propos de Manuel Valls dans le JDD « d'acte de guerre ». Il n'était donc pas illégitime d'en conclure qu'il pouvait se passer quelque chose.

Tout et son contraire

Et puis, Stéphane Le Foll est arrivé. Sur Europe 1. Et a fixé une ligne politique claire comme on les aime en Hollande.

Thèse : « *Il n'y aura pas de primaire entre le président de la République et le premier ministre. (...) Ça n'existe pas, ça ne peut pas s'imaginer sauf dans des esprits qui ont un petit peu tendance à confondre leur ressentiment personnel avec l'intérêt général.* »

Antithèse : « *Manuel Valls a tout à fait la possibilité* » d'être candidat, « *mais à ce moment-là, il n'est plus premier ministre* ».

Synthèse : « *On est simplement dans la discussion entre le président et le premier ministre pour savoir sur quoi les choses vont déboucher. Et elles ne déboucheront qu'à une seule candidature [à la primaire de la gauche], il n'y aura pas de crise dans l'exécutif.* »

Conclusion, Stéphane Le Foll a dit tout et son contraire, en jouant sur les mots. A l'heure où il s'exprimait sur Europe 1, fidèle porte-parole de la pensée de François Hollande, il était signifié que le président n'avait rien décidé, n'excluait rien, ne s'interdisait rien, et continuait d'évaluer tout le champ des possibles, y compris dans son rapport à Manuel Valls, y compris dans son rapport à la Primaire. Mais en vérité, il a été surtout acté qu'à ce moment là du scénario, François Hollande ne maîtrise plus son Premier ministre. Ses ambitions. Ses pulsions.

Au vu de cette hallucinante situation, la seule leçon qu'il convient de tirer, pour le moment, est la suivante: Manuel Valls est en train de suicider le Parti socialiste en vue de l'élection présidentielle 2017, le conduisant à l'implosion parce que n'étant pas l'homme de la situation.

Rien n'est impossible, à condition de trouver le bon candidat

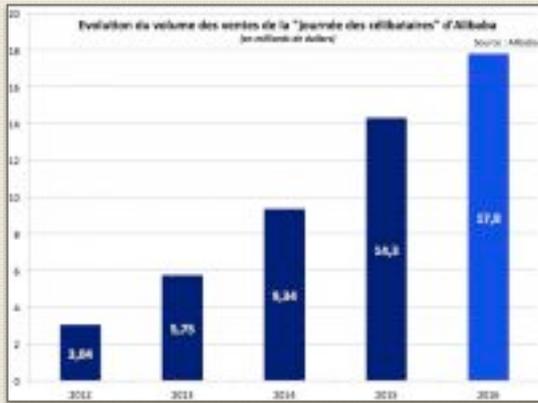
En effet, contrairement à ce qui est écrit toujours et partout, cette dernière n'est pas nécessairement obligée de se terminer par un duel opposant Marine Le Pen à François Fillon au soir du premier tour. Les deux sondages Odoxa et Harris réalisés dans la soirée de la Primaire en attestent, la somme des candidats de la gauche de gouvernement et des forces du progrès dépassent les 30%, et de l'ensemble de la gauche, avec Mélenchon et les petits candidats d'extrême gauche, les 40%. Rien n'est impossible, à condition de trouver le bon candidat.

Au regard de cette constatation de bon sens, se pose la question Manuel Valls face à cette configuration historique particulière. Est-il l'homme qui pourrait déclencher le vote utile qui mènerait un candidat de la gauche de gouvernement et progressiste au second tour de l'élection présidentielle? Rien n'est interdit à la volonté d'un homme, mais convenons que l'impétrant part avec un lourd handicap.

Manuel Valls occupe une place particulière dans la gauche socialiste. Il est minoritaire par vocation. Il l'a toujours été. Rocardien un jour, rocardien toujours.

Transgression et provocation sont les deux mamelles qui ont toujours nourries le Vallisme de communication. Pour se faire un nom, au sein du PS, sous les années Sarkozy, « Les blancs et les blancs », les bisbilles avec Martine Aubry, puis émerger à la Primaire du PS de 2011 (5%), puis accéder au poste ministre de l'Intérieur et dans la

foulée de Premier ministre. L'homme n'a jamais changé de méthode.



peut même précipiter le PS dans l'abîme. De quoi se souvenir du célèbre mot de Léon Blum, confronté à ceux de son temps qui prétendaient déjà convertir le PS à une forme d'autoritarisme qui serait en adéquation avec les attentes d'un peuple saisi par la droitisation : « Je suis épouvanté ».

challenges.fr

L'homme des transgressions droitières

Même à Matignon, Manuel Valls est demeuré l'homme des transgressions droitières, otage d'une triangulation permanente qu'il a toujours pratiqué avec plus ou moins de virulence. Au hasard et entre mille: « Expliquer c'est déjà un peu excuser », « Les Roms ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation », jusqu'au soutien à des maires LR et FN prenant des arrêtés anti-Burkini, la liste est longue des marqueurs politiques qui ont fini par transformer en épouvantail laïciste identitaire la figure du Premier ministre Manuel Valls.

La gauche n'est pas vallsiste, c'est bien là le problème de Manuel Valls. Hormis quelques élus fidèles, une petite bande de communicants influents et un microcosmique courant national laïciste identitaire, soit une poignée d'intellectuels ou militants, il n'est pas une seule des grandes familles de la gauche qui puissent se reconnaître aujourd'hui, en tout ou partie, dans l'incarnation Valls. A force de transgressions toujours et partout, Manuel Valls s'est isolé, ne tirant sa seule légitimité politique que de l'occupation du poste de Premier ministre.

Plus étonnant encore, il paraît que la gauche est même probablement plus macronienne, au moins sur le sociétal, que Vallsiste. Preuve en est Benoit Hamon, qui a déjà dit que sur des sujets tel que l'accueil des réfugiés en bienveillance, il se sentait plus proche de Macron que de Valls.

Manuel Valls est en train de prendre une responsabilité politique majeure, alors même qu'il n'est probablement pas en capacité, pas plus que François Hollande en tout cas, de sauver le PS de la catastrophe électorale annoncée. Pire encore, il

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com